

## INTERNATIONAL • EQUATEUR

## En Equateur, le mouvement indigène accepte le dialogue, le président ordonne le couvre-feu à Quito

Au onzième jour d'une crise sociale sans précédent, la principale organisation indigène du pays a accepté samedi de dialoguer avec le président Lenin Moreno alors que de violents affrontements se poursuivaient dans la capitale.

Le Monde avec AFP • Publié hier à 22h28, mis à jour à 06h04



Des manifestants érigent une barricade près de l'Assemblée nationale à Quito, le 12 octobre 2019. CRISTINA VEGA / AFP

La principale organisation indigène d'Equateur a accepté, samedi 12 octobre, de dialoguer avec le président Lenin Moreno, qui a, de son côté, décrété un couvre-feu à Quito face aux « *intolérables* » violences, au onzième jour d'une crise sociale sans précédent provoquée par des réformes économiques en échange d'un prêt du Fonds monétaire international (FMI).

Confronté à la pire crise de son mandat, le chef de l'Etat, élu en 2017, a annoncé sur Twitter l'entrée en vigueur à partir de 15 heures (22 heures à Paris) de cette mesure dans la capitale et ses alentours, où il a également ordonné la mise en place d'un contrôle militaire.

Il avait déjà transféré, lundi, le siège du gouvernement à Guayaquil (sud-ouest), tandis que l'état d'urgence avait été décrété pour soixante jours et que 74 000 militaires et policiers avaient été déployés.

## Lire aussi | Equateur : le couvre-feu instauré autour des lieux de pouvoir à Quito

« Après un processus de consultation avec les communautés, organisations, peuples, nationalités et organisations sociales, nous avons décidé de participer au dialogue direct » avec Lenin Moreno, a déclaré samedi dans un communiqué, avant l'établissement du couvre-feu à Quito, la Confédération des nationalités indigènes de l'Equateur (Conaie).

Mais au même moment, de violents affrontements se poursuivaient dans la capitale, entre manifestants jetant des pierres et tirant des fusées artisanales et forces de l'ordre répliquant avec des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc.

Des manifestants encagoulés ont en outre mis le feu au bureau de l'Inspection générale des finances, dans le nord de Quito, selon l'Agence France-Presse (AFP). Le bâtiment a été attaqué à l'aide de cocktails Molotov et, peu après, un groupe d'hommes, la plupart avec le visage masqué ou portant des casques, y est entré, le saccageant.

La ministre de l'intérieur, Maria Paula Romo, a annoncé sur Twitter l'évacuation de la zone pour que « les équipes de secours puissent lutter contre l'incendie et s'occuper du personnel qui se trouve à l'intérieur ». Elle a ajouté que 30 personnes avaient été arrêtées.

### « Dehors le FMI ! »

Vendredi, dans une allocution télévisée, le chef de l'Etat avait appelé les dirigeants indigènes, fer de lance de la contestation, à « dialoguer directement » afin de « trouver des solutions » à la crise déclenchée par son annonce de réformes, en contrepartie d'un prêt du FMI de 4,2 milliards de dollars. « Il est indispensable de faire diminuer la violence », avait ajouté M. Moreno, un libéral élu sous l'étiquette socialiste.

Dans la soirée, la Conaie avait d'abord dit non, estimant que cette offre de dialogue « manqu [ait] de crédibilité ». Elle avait ajouté qu'elle ne négocierait qu'une fois « abrogé » le décret supprimant les subventions sur le carburant, la mesure la plus controversée. L'organisation accepte désormais une rencontre avec le président pour discuter du « retrait ou [de] la révision du décret », après plus d'une semaine de manifestations qui ont fait cinq morts et 2 000 blessés. Cette première réunion de dialogue doit se tenir dès dimanche à Quito, selon une annonce faite conjointement par les Nations unies et la Conférence épiscopale.

Parallèlement aux heurts samedi entre manifestants et forces de l'ordre, une marche pacifique de femmes a été organisée dans la capitale, aux cris de « *Nous ne voulons plus de morts !* » et « *Dehors le FMI !* ». « *Gouvernement, écoute les femmes. Nous voulons qu'il n'y ait pas un mort de plus !* », lançait, mégaphone à la main, Cristina Yallico, une indigène en tête du cortège.

### Soutien de Washington

Les indigènes - 25 % des 17,3 millions d'habitants - rejettent la suppression des subventions sur le carburant, qui les affecte de plein fouet : constituant 68 % des pauvres dans le pays, ils travaillent principalement dans l'agriculture et voient s'envoler les coûts de transport pour l'écoulement de leurs produits.

Les blocages de routes continuaient samedi de paralyser une grande partie du pays, tandis que les transports publics étaient quasi-inexistants. Par ailleurs, se poursuivaient aussi plusieurs mouvements de grève et des blocages de puits pétroliers en Amazonie, ce qui a déjà forcé l'Equateur à

suspendre la distribution de près de 70 % de sa production de brut.

Lenin Moreno accuse son prédécesseur Rafael Correa (2007-2017), un ex-allié devenu adversaire politique, d'avoir « *activé* » un « *plan de déstabilisation* » avec l'aide du président vénézuélien Nicolas Maduro. Il a reçu vendredi le soutien de Washington qui, via son secrétaire d'Etat Mike Pompeo, a souligné les « *efforts* » du gouvernement équatorien « *pour institutionnaliser les pratiques démocratiques et appliquer les réformes économiques nécessaires* ».

**Lire aussi** | [Face aux protestations sociales, l'Equateur décrète l'état d'urgence](#)